

TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SÉCURITÉ SOCIALE  
DE PARIS  
IMMEUBLE LE BRABANT  
11, RUE DE CAMBRAI  
75945 PARIS CEDEX 19

LETRE  
PRIORITAIRE

VILLETTE PPDC  
CPC PARIS NORD  
18 03 13  
827 L1 0M7602  
BC46 755620

€ R.F.  
004,82  
LA POSTE  
MD 640803

INDIQUÉ AU VERSO

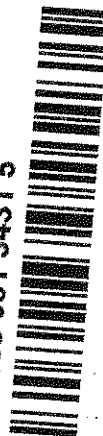
RECOMMANDÉ

AR

Madame BOUGET Ghislaine  
68 rue des Cévennes  
75015 PARIS

DESTINATAIRE

2C 068 981 3431 5



Déduire 7 grammes

**TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SECURITE SOCIALE DE PARIS**  
**11 rue de Cambrai – Immeuble « LE BRABANT »**  
**75945 Paris Cedex 19**  
**Tél. : 01.44.32.70.13 – Télécopie : 01.44.32.85.01**

Cour d'Appel de PARIS

**Section 4**  
**Téléphone : 01.44.32.71.64**

**Section 4**  
**N° de rôle 30**

N° DE RECOURS (à rappeler dans tout courrier)  
11-03789

DATE DE LA DEMANDE  
07/07/2011

OBJET DE LA DEMANDE  
Validation des périodes de noviciat  
CRA : 28 avril 2011

CODE RECOURS  
NS481004

Madame BOUGET Ghislaine  
68 rue des Cévennes  
75015 PARIS

**DEMANDEUR**

CAVIMAC  
Le Tryalis  
9 rue de Rosny  
93100 MONTREUIL

**DEFENDEUR**

**NOTIFICATION D'UNE DECISION rendue en PREMIER RESSORT par le T.A.S.S.**

LETTRÉ RECOMMANDÉE AVEC A.R.

Le Secrétaire du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale vous notifie la décision (ci-jointe en copie conforme), prononcée par le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale à l'audience du : **29 novembre 2012** (numéro 120550)

**Cette décision est susceptible d'APPEL.**

Article R.142-28 du code de la sécurité sociale et Article 58 du Code de Procédure Civile :

Les parties peuvent interjeter appel dans le **délai d'un mois à compter de la notification.**

L'appel est formé par une déclaration que la partie ou son mandataire fait ou adresse par pli recommandé à l'adresse suivante : **Cour d'Appel de Paris - Greffe Social - 34 quai des Orfèvres - 75001 PARIS.**

La déclaration, **datée et signée** est accompagnée de la copie de la décision et, à peine de nullité, contient :

- pour les personnes physiques : les nom, prénom, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance de l'appelant ;
- pour les personnes morales : leur forme, leur dénomination, leur siège social et l'organe qui les représente légalement ;
- l'objet de la demande ;

La déclaration désigne le jugement dont il est fait appel et mentionne le cas échéant le nom et l'adresse du représentant de l'appelant devant la Cour d'Appel.

- N.B. : Article 643 du N.C.P.C. : Le délai pour interjeter appel ou former pourvoi est augmenté de :
- 1 mois pour les personnes domiciliées dans un département ou un territoire d'Outre Mer,
  - 2 mois pour les personnes demeurant à l'étranger.

PARIS, le 18 mars 2013  
Le Secrétaire

**Remarques importantes :**

L'auteur d'un recours abusif ou dilatoire s'expose, le cas échéant, à des sanctions (amende civile prévue par l'article 559 du CPC ou l'article R.144-10 du CSS) sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Il est précisé qu'aucun paiement ne doit être adressé au Secrétariat du T.A.S.S.

J.P. SEVERE

4EME SECTION

Tél : 01.44.32.71.64

## **EXTRAIT**

Des minutes du Secrétariat du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de PARIS séant au Tribunal de Grande Instance de PARIS

Le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de PARIS a rendu en son audience publique du :

**VINGT NEUF NOVEMBRE DEUX MILLE DOUZE**

Le jugement dont la teneur suit :

JUGEMENT DU 29 NOVEMBRE 2012

Section 4  
DOSSIER N° 11-03789  
VG/YCM - DÉCISION N° 17

Dispensé des formalités de timbre et  
d'enregistrement  
**Notification**

**PARTIES EN CAUSE :**

Madame **BOUGET Ghislaine**  
68 rue des Cévennes  
75015 PARIS

**DEMANDERESSE** régulièrement convoquée, comparante en personne

**CAVIMAC**  
Le Tryalis  
9 rue de Rosny  
93100 MONTREUIL

**DEFENDERESSE** régulièrement convoquée, dûment représentée par Madame **RACINE Meggie**

**SOCIETE DU SACRE CŒUR DE JESUS**  
Prise en la personne de son représentant légal  
26 avenue de Lowendal  
75015 Paris

**INTERVENANT VOLONTAIRE** régulièrement convoquée, dûment représentée par Maître **OLLIVIER Bertrand**

**DEBATS A L'AUDIENCE PUBLIQUE DU 6 SEPTEMBRE 2012**

**COMPOSITION DU TRIBUNAL :**

Madame **Valérie GUEDJ**, Président,  
Madame **Martine JAGODZINSKI**, Assesseur représentant les travailleurs salariés,  
Monsieur **Bernard INDUNI**, Assesseur représentant les travailleurs non-salariés,  
Madame **Sylvie LAURENT**, Secrétaire lors des débats et du prononcé.

**DÉCISION CONTRADICTOIRE et EN PREMIER RESSORT**

rendue après délibéré à l'audience publique du **29 NOVEMBRE 2012** prononcée par le Président, lequel a signé la minute avec le Secrétaire.

### EXPOSE DU LITIGE

Par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 7 juillet 2011, madame Ghislaine BOUGET a saisi ce tribunal à l'effet de contester la décision de la Commission de recours amiable de la CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE, INVALIDITE ET MALADIE DES CULTES (CAVIMAC) en date du 28 avril 2011 lui refusant la validation des périodes de noviciat accomplies au sein de la congrégation du Sacré Cœur de Jésus du 24 septembre 1984 au 6 septembre 1986.

A l'audience de plaidoiries, madame BOUGET a demandé au tribunal de condamner la CAVIMAC à l'affilier à compter du 24 septembre 1984 et à prendre en compte pour le calcul de sa pension les huit trimestres supplémentaires correspondant à la période allant du 24 septembre 1984 au 6 septembre 1986, de condamner la congrégation du Sacré Cœur de Jésus à payer les cotisations afférentes à la période du 24 septembre 1984 au 6 septembre 1986, augmentées des intérêts au taux légal ainsi qu'aux sanctions prévues à l'article R. 382-84 du Code de la sécurité sociale. Elle a également sollicité la condamnation de la CAVIMAC et de la congrégation du Sacré Cœur de Jésus à lui payer la somme de 1 200 euros chacun au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile ainsi que celle de la CAVIMAC aux dépens.

Au soutien de son recours, elle a exposé que sa vie au noviciat a été caractérisée par un engagement religieux manifesté par un mode de vie en communauté et par une activité au service de la religion faisant d'elle un membre de la congrégation, que l'article L.382-29-1 du Code de la sécurité sociale donne simplement la possibilité de racheter les périodes de formation précédant l'obtention d'un statut et qu'il n'est pas applicable aux années de noviciat et ne permet pas de déterminer le point de départ de sa qualité de membre de congrégation déterminée par les seules dispositions de l'article L. 721-1 du Code de la sécurité sociale et non par le règlement intérieur de la CAVIMAC déclaré illégale par le Conseil d'Etat. Elle a ajouté que l'article L.382-29-1 du Code de la sécurité sociale n'est pas conforme au droit au procès équitable et que le rachat des cotisations pour les périodes de noviciat doit être assumé par les communautés religieuses. Elle a, en outre, fait valoir qu'il appartenait à la congrégation de l'affilier dans le mois suivant son admission, que le noviciat ne constitue pas une formation au sens scolaire ou universitaire mais la réalité de la pratique d'un mode de vie et que son admission au noviciat constitue un engagement contractuel.

La CAVIMAC a sollicité du tribunal de rejeter la demande de madame BOUGET et de condamner cette dernière au paiement de la somme de 100 euros au titre de l'article 700 du Code de procédure civile ainsi qu'aux entiers dépens.

Elle a fait valoir que les années de noviciat sont des années de formation religieuse au sens de l'article L.382-29-1 du Code de la sécurité sociale ouvrant droit au rachat, que cet article a été prévu pour prendre en compte la spécificité de la formation religieuse, et n'exige pas l'obtention d'un diplôme spécifique. Elle a ajouté que madame BOUGET n'a pas encore demandé la liquidation de sa retraite qui prendra donc nécessairement effet postérieurement à l'entrée en vigueur de l'article L.382-29-1 du Code de la sécurité sociale et qu'en application de ce texte, la validation des périodes de formation, antérieures à la

date sa première profession de foi, ne sera possible qu'à la condition qu'elle les rachète. Elle a relevé que pendant cette période de noviciat, madame BOUGET reconnaissait ne pas avoir pris l'habit et être restée libre de l'organisation de son emploi du temps.

La Société du Sacré Cœur de Jésus, intervenante volontaire à l'instance, a demandé au tribunal à titre principal de débouter madame BOUGET de l'ensemble de ses demandes par application de l'article L.382-29-1 du Code de la sécurité sociale et à titre subsidiaire, de dire que madame BOUGET n'a eu la qualité de membre de la congrégation qu'à compter du 6 septembre 1986, date de ses vœux temporaires.

Elle a fait valoir que les périodes de formation accomplies au sein de la congrégation ont fait l'objet d'un dispositif de validation à titre onéreux par l'article L.382-29-1 du Code de la sécurité sociale. Elle a ajouté que la formation du contrat congréganiste n'intervient qu'à compter du prononcé des vœux et qu'avant cette date, aucune affiliation n'est possible en qualité de membre de la congrégation. Elle a fait valoir que la période de noviciat est une période d'expérimentation et que madame BOUGET n'a pas eu de mission spécifiquement attribuée pendant cette période

L'affaire a été mise en délibéré au 31 octobre 2012 et prorogée au 29 novembre 2012.

### MOTIFS

1/ Sur la validation de 8 trimestres au titre de la période de noviciat accomplies par madame BOUGET entre le 24 septembre 1984 et le 6 septembre 1986.

La loi du 2 janvier 1978 a institué au profit des ministres du culte et des membres des congrégations et communautés religieuses ne relevant pas, à titre obligatoire, d'un autre régime de sécurité sociale, un ensemble de garanties maternité, invalidité et vieillesse.

Aux termes de l'article L. 382-27 du Code de la sécurité sociale, les personnes qui exercent ou ont exercé des activités mentionnées à l'article L.382-15 du Code de la sécurité sociale reçoivent des prestations afférentes aux périodes d'assurance antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1998 dans les conditions législatives et réglementaires en vigueur au 31 décembre 1993, sous réserve d'adaptation par décret.

Enfin, l'article L.382-29-1 du Code de la sécurité sociale issu de la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 prévoit que « *sont pris en compte pour l'application de l'article L.351-14-1, dans les mêmes conditions que les périodes définies au 1° du même article, les périodes de formation accomplies au sein de congrégations ou de collectivités religieuses ou dans les établissements de formation des ministres du culte qui précèdent l'obtention du statut défini à l'article L.382-15 entraînant l'affiliation au régime des cultes* », étant précisé que l'article 87-II de cette loi a précisé que cet article est applicable aux pensions prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Il résulte de cette disposition que les périodes de formation accomplies au sein de congrégations peuvent faire l'objet d'un rachat de trimestres par l'assuré.

Ces périodes de formation sont validées sous réserve de rachat de trimestres sans qu'il soit exigé qu'elles soient accomplies au sein d'un établissement supérieur et conduisent à l'obtention d'un diplôme à l'instar des périodes d'études prévues par l'article L.351-14-1 du Code de la sécurité sociale, dès lors que l'article L.382-29-1 procède par voie d'assimilation de ces périodes aux périodes d'études mentionnées à l'article L.351-14-1, 1° du Code de la sécurité sociale ; l'article L.382-29-1 du Code de la sécurité sociale prévoit en effet que ces périodes sont prises en compte par le régime général de sécurité sociale pour l'assurance vieillesse dans les mêmes conditions que les périodes d'études et non aux mêmes conditions que ces dernières.

Par ailleurs, il résulte des travaux préparatoires de la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 (rapport n°3869 de la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale) que cette disposition vise à étendre le dispositif de rachat d'années d'étude aux périodes de formation à la vie religieuse (séminaire, **noviciat**)... accomplies dans les séminaires ou au sein des congrégations ».

Il en découle que l'intention du législateur a été de considérer la période de noviciat comme une période de formation à la vie religieuse.

Le législateur a ainsi mis en place un dispositif de validation à titre onéreux des périodes de formation à la vie religieuse accomplies par les séminaristes, novices et postulants antérieures à l'affiliation au régime en soumettant la validation au versement d'une cotisation, respectant ainsi les principes de contributivité et d'égalité de traitement entre assurés.

En l'espèce, il est constant que madame BOUGET est entrée dans la congrégation religieuse « Société du Sacré Cœur de Jésus » le 24 septembre 1984 et qu'elle a eu le statut de novice jusqu'au 6 septembre 1986, date de prononcé de ses vœux. Elle sollicite la validation au titre de l'assurance vieillesse des périodes de noviciat, soit huit trimestres accomplis entre le 24 septembre 1984 et le 6 septembre 1986.

Il n'est pas contestable que les dispositions de l'article L. 382-29-1 du Code de la sécurité sociale sont applicables au présent litige puisque madame BOUGET n'a pas encore sollicité la liquidation de sa retraite qui prendra donc nécessairement effet postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Madame BOUGET conteste la conformité de la disposition de l'article L. 382-29-1 du Code de la sécurité sociale à l'article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme en ce qu'elle porterait atteinte au procès équitable, dès lors que cette disposition a été votée alors que des procès sont en cours.

Cet argument ne peut être retenu, dans la mesure où la disposition de l'article L. 382-29-1 du Code de la sécurité sociale n'a pas pour objet de valider rétroactivement le règlement intérieur de la CAVIMAC annulé par le Conseil d'Etat mais de permettre le rachat des périodes de formation à la vie religieuse.

Madame BOUGET argue également de ce qu'elle n'était pas en formation au moment de l'accomplissement de sa période de noviciat, en sorte que l'article L.382-29-1 du Code de la sécurité sociale, qui ne définirait pas la qualité de membre d'une congrégation religieuse entraînant l'affiliation au régime des cultes géré par la CAVIMAC, lui serait inapplicable.

Toutefois, ainsi qu'il a été rappelé, le législateur a envisagé les périodes de noviciat ou celles accomplies au sein de séminaires comme des périodes de formation précédant celles du statut de membre d'une congrégation religieuse.

Par ailleurs, madame BOUGET a expliqué dans ses écritures que le temps du noviciat a été celui de « l'expérience *grandeur nature de la vie qui serait la mienne après et d'initiation à la vie nouvelle* » et qu'elle a connu « un accompagnement spirituel avec la maîtresse des novices une fois par semaine » ainsi qu'« un apprentissage de la vie en communauté ».

Elle a également évoqué l'absence d'organisation structurée de la journée au sein de la congrégation, chacun organisant sa journée en fonction de ses obligations et ajouté que le seul temps en commun était l'office du soir et le repas pris en commun.

Elle a enfin précisé, à l'audience, que pendant cette période, elle a successivement développé une activité apostolique à l'accueil en gare de la Chapelle Saint Bernard à Montparnasse, au sein d'un établissement pour personnes aveugles puis au sein d'une école.

Ainsi, si pendant sa période de noviciat au sein de la congrégation du Sacré Cœur de Jésus, madame BOUGET a mené une activité essentiellement religieuse et a été prise en charge matériellement par la collectivité religieuse, il apparaît néanmoins que cette période de noviciat a été celle d'une formation à la vie religieuse des membres de la congrégation, que cette formation a été conduite sous la supervision spirituelle de la maîtresse des novices, et que madame BOUGET a été « *mise en situation* » en accomplissant des périodes apostoliques au sein de différents établissements sans qu'une mission particulière ne lui ait été attribuée.

En outre, l'assimilation du noviciat à une période de formation est corroborée par les statuts de la congrégation aux termes desquels « *les novices auront des exercices propres* ».

Madame BOUGET n'établit donc pas qu'elle se trouvait avant le prononcé de ses premiers vœux dans une situation identique à celle d'une professe ayant prononcé ses premiers vœux.

En conséquence, il convient de débouter madame BOUGET de sa demande de validation à titre gratuit de huit trimestres correspondant à la période du 24 septembre 1984 au 6 septembre 1986 et de ses demandes subséquentes en paiement formées à l'encontre de la Société du Sacré Cœur de Jésus.



2/ Sur les demandes accessoires.

Il n'est pas inéquitable de laisser à la charge de chacune des parties les frais irrépétibles non compris dans les dépens qu'elle a exposés. Les parties seront donc déboutées de leurs demandes respectives formées de ce chef.

La procédure étant gratuite et sans frais devant le Tribunal des Affaires de Sécurité sociale, aucune condamnation aux dépens ne peut être prononcée.

**PAR CES MOTIFS**

**DECLARE** le recours de madame Ghislaine BOUGET recevable mais mal fondé,

**CONFIRME** la décision de la Commission de recours amiable de la CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE, INVALIDITE ET MALADIE DES CULTES en date du 28 avril 2011,

**DEBOUTE** madame Ghislaine BOUGET de l'ensemble de ses demandes,

**DEBOUTE** la CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE, INVALIDITE ET MALADIE DES CULTES de sa demande d'indemnité pour frais irrépétibles,

**DIT** n'y avoir lieu à condamnation aux dépens,

**DIT** que la présente décision est susceptible d'appel, lequel doit être interjeté à peine de forclusion, dans le délai d'un mois à compter de la réception de la notification.

LE SECRETAIRE



LE PRESIDENT



Pour copie certifiée  
conforme  
Le Secrétaire

COLLATIONNE : 